

La politique mondiale des États-Unis : les déterminants du leadership

Nils Orvik

Volume 3, numéro 2, 1972

Les politiques de défense

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700195ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700195ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Orvik, N. (1972). La politique mondiale des États-Unis : les déterminants du leadership. *Études internationales*, 3(2), 136–151.
<https://doi.org/10.7202/700195ar>

LA POLITIQUE MONDIALE DES ÉTATS-UNIS : LES DÉTERMINANTS DU LEADERSHIP

par Nils ORVIK *

Traiter du rôle mondial des États-Unis en année d'élection n'est guère aisé. La difficulté ne provient pas seulement des changements ou des renversements de politique qui seront nécessairement annoncés lors du discours inaugural de janvier prochain, que l'élu soit Richard Nixon ou son principal concurrent. Les diverses initiatives ou décisions qui ont un lien direct avec la campagne électorale compliquent également la tâche. À cet égard, le voyage du président Nixon à Pékin constitue incontestablement un tournant dans la politique américaine en Extrême-Orient, non pas tellement pour ce que ce voyage a produit mais tout simplement parce qu'il a eu lieu. À long terme, le voyage à Moscou peut bien avoir une importance moindre que l'odyssée à Pékin. Ces visites dans les principales capitales du communisme constituent la confirmation de tendances qui se sont révélées de plus en plus manifestes au cours des années ¹. Comme il est extrêmement difficile d'apporter une appréciation sur des événements si récents, il est peu probable qu'ils puissent éliminer les ambiguïtés ou permettre de répondre aux multiples questions concernant le rôle des États-Unis comme puissance mondiale et leur stratégie actuelle dans le monde. La tendance majeure semble appeler un rôle plus restreint, une réduction des engagements dans le monde et un réajustement par rapport aux autres groupes de puissances ².

* Professeur de science politique à l'université Queens, Canada.

¹ La nécessité d'un changement dans les relations entre les États-Unis et la Chine s'était déjà fait sentir depuis quelque temps. Le président Nixon avait déjà soulevé la question avant même sa nomination en 1968. Richard M. NIXON, « Asia After Vietnam », *Foreign Affairs*, octobre 1967, pp. 111-125. Voir aussi Henry A. KISSINGER, « The Vietnam Negotiations », *Foreign Affairs*, janvier 1969, pp. 211-234 (reproduit dans son *American Foreign Policy*, Norton & Co., New York, 1969, pp. 101-135). La plupart des candidats à la convention démocrate de 1972 proclament avoir depuis longtemps exigé un tel changement.

² Pour une expression catégorique de cette opinion, voir par exemple Ronald STEEL, *Pax Americana*, Viking Press, New York, 1970, et G. ALLISON, E. MAY et A. YARMOLINSKY, « Limits to Intervention », *Foreign Affairs*, janvier 1970, pp. 245-261. Voir aussi David CALLEO, *The Atlantic Fantasy. The US, NATO and Europe*, Johns Hopkins Press, Baltimore et Londres, 1970.

En dépit des initiatives récentes du président Nixon, on ne peut nier que les nations du monde qui, voici une décennie à peine, avaient une foi inébranlable en l'Amérique et en son leadership, ont de plus en plus de doutes sur l'orientation de la politique mondiale des États-Unis. Pendant plus de vingt ans, ces nations, de l'Extrême-Orient à l'Occident, ont ressenti profondément les effets des moindres choix ou engagements politiques des États-Unis. Jusqu'à la fin des années soixante, la plupart d'entre elles ne considéraient pas cette interdépendance comme un problème. À tout prendre, le leadership américain s'avérait avantageux aussi bien pour les amis que pour les alliés ; aussi l'harmonie se réalisait aisément quant aux intérêts fondamentaux. Ces pays ne voyaient pas pourquoi une telle situation changerait. Cette attitude confiante, détendue a néanmoins changé. La France n'est plus la seule voix discordante. De nos jours, de plus en plus de pays contestent la stratégie mondiale des États-Unis et la direction de leur leadership³.

Pourquoi les alliés, voisins et amis de l'Amérique ont-ils perdu en partie confiance en elle ? Qu'est-ce qui les rend si critiques ou anxieux ? S'agit-il toujours de la guerre au Viêt-nam, d'une condamnation de l'injustice sociale ou de la discrimination raciale sur la scène intérieure américaine ? Tous ces éléments jouent, mais l'anxiété puise à des sources plus profondes. Il s'agit plutôt d'une prise de conscience du changement des relations de pouvoir dans le monde, d'une sensation de faiblesse relative croissante des États-Unis en termes de leadership idéologique ; d'aucuns s'interrogent sur la capacité des États-Unis de protéger efficacement ses amis et alliés. De nombreux facteurs ont conduit ces pays à douter de la détermination de la grande nation américaine à maintenir sa position de leader mondial ; que l'on songe simplement aux émeutes, démonstrations et protestations, ouvertement ou secrètement appuyées par des Américains notoires et influents, aux votes du Congrès sur le SST et sur d'autres problèmes de conséquence⁴. Nombreux sont ceux qui ont l'impression que les États-Unis perdent du terrain et qu'ils n'ont plus la puissance et la volonté nécessaires pour préserver leur statut de puissance mondiale suprême.

Les gens et les peuples qui posent ces questions, surtout en Europe, mais aussi en Asie, en Afrique, dans l'hémisphère occidental — et dont le moindre n'est pas le Canada — sont profondément préoccupés par les problèmes nationaux

³ Robert E. OSGOOD, *NATO, The Entangling Alliance*, Chicago University Press, Chicago, 1962.

⁴ Il est intéressant de constater l'autocritique à laquelle on se livre aux États-Unis. Ce nouveau style n'est pas réservé aux révisionnistes. Voir par exemple Edmund STILLMAN et William PRAFF, *Power and Impotence*, Vintage Books, New York, 1967. Il réunit bon nombre d'universitaires qu'on ne peut soupçonner d'une orientation particulière. Parmi ceux-ci : Robert E. OSGOOD (ed.), *America and The World*, Johns Hopkins Press, Baltimore, 1970 ; George LISKA, *Imperial America : The International Politics of Primacy*, Johns Hopkins Press, Baltimore, 1967. Il faut aussi citer Stanley HOFFMAN, *Gulliver's Troubles. The Setting of American Foreign Policy*, McGraw-Hill, New York, 1968.

Il est frappant de constater que même le « prophète de la politique de puissance », Hans J. MORGENTHAU ait exprimé ses angoisses pour ensuite s'opposer aux politiques de l'administration. Voir son livre *A New Foreign Policy for the United States*, Praeger, New York, 1969. Les Européens, dans l'ensemble, ont hésité davantage à exprimer par écrit leurs angoisses et leurs doutes à l'égard des États-Unis.

auxquels ils auront à faire face au cours de la prochaine décennie. Comme ils savent que les choix ultimes de l'Amérique ont de fortes chances d'influencer leurs propres choix, ils attendent des États-Unis une explication claire et limpide de leur stratégie mondiale. Quels sont les objectifs américains pour la prochaine décennie ? Qu'est-ce que les États-Unis tentent de réaliser sur la scène mondiale ? Dans quelle direction — vers où ou loin de quoi — la nation américaine se dirige-t-elle ? Si sa sphère d'influence en politique étrangère s'amointrit, quelles sont ses nouvelles limites et comment entend-elle les assurer ?

L'angoisse des pays peut bien être fondée sur de fausses interprétations, mais quand les perceptions persistent, elles acquièrent la force et l'impact de la réalité. Les manœuvres tactiques en cette année d'élection n'aident certes pas à clarifier ces questions fondamentales sur le rôle des États-Unis et sur l'orientation de leur politique étrangère. Alors si l'on ne veut pas se contenter d'impressions ou de pressentiments, sur quels fondements faut-il axer une évaluation de la stratégie mondiale d'une grande nation ? Quand pouvons-nous savoir si elle change ses objectifs globaux, sa ligne de politique étrangère, quand elle perd du terrain ou au contraire en reprend, quand étend-elle ou réduit-elle ses aspirations au leadership ? Quels sont les critères représentatifs ?

On peut suggérer trois déterminants à titre de critères rudimentaires pour évaluer les tendances actuelles de la stratégie mondiale des États-Unis : 1) les « doctrines », c'est-à-dire les déclarations fondamentales des dirigeants politiques américains concernant les principaux objectifs politiques mondiaux des États-Unis ; 2) le développement, le déploiement et l'utilisation des capacités militaires ; et 3) les manifestations de la volonté nationale d'exercer une influence mondiale.

I. LES DOCTRINES

Depuis la guerre, les administrations américaines ont pris l'habitude de formuler les principales questions de politique étrangère en termes de doctrines qui tendent à refléter ce que les Américains eux-mêmes considèrent comme étant les fondements de leur stratégie mondiale. Depuis la Seconde Guerre mondiale, on a vu, successivement, la doctrine Truman, la doctrine Eisenhower, un nombre de doctrines Kennedy plus ou moins explicites, la doctrine Johnson de 1965 et enfin, la doctrine Nixon de 1970⁵. Ces déclarations de principes ont indiqué

⁵ On trouvera les aspects fondamentaux des doctrines d'intervention chez Richard J. BARNET, *Intervention and Revolution*, Meridian NAL, New York, 1968. Parmi les études plus spécialisées, voir Joseph M. JONES, *The Fifteen Weeks*, Viking Press, New York, 1955 et Walter LIPPMANN, *The Cold War*, Harper & Row, New York, 1947. Voir encore, Dwight D. EISENHOWER, *The White House Years : Waging Peace*, Antheaum, New York, 1963, Seyom BROWN, *The Faces of Power — Constancy and Change in the United States Foreign Policy from Truman to Johnson*, Columbia University Press, New York, 1968. L. FITZSIMONS, *The Kennedy Doctrine*, Random House, New York, 1972 ; *The United States Foreign Policy 1969-70. A Report of the Secretary of State*, Department of State Publication 8575, 1971 ; Richard M. NIXON, *US Foreign Policy for the Seventies. Building for Peace*, US Government Printing Office, Washington D.C., 1971.

les principaux objectifs des administrations respectives et ont probablement déterminé l'orientation subséquente de la politique étrangère américaine. Une étude comparative de ces doctrines peut sans doute révéler quelques-uns des changements dans la politique mondiale des États-Unis depuis la guerre et peut-être expliquer ses tendances actuelles.

À l'origine, la doctrine Truman de 1947 était destinée à contenir l'expansion militaire russe en Europe de l'Est plutôt qu'à engendrer une croisade à l'échelle du monde contre le communisme. Ce n'est qu'après le rejet du Plan Marshall par les Soviétiques et après l'affaire de Corée que les éléments idéologiques de la doctrine Truman ont prédominé. À partir de cette époque, la lutte contre le communisme allait constituer le principal souci de la stratégie mondiale américaine. L'administration Truman fit un effort tardif pour « désescalader » la croisade et adopter une attitude plus pragmatique à l'égard des pays communistes. La politique chinoise du secrétaire d'État Dean Acheson révèle bien cette tendance ⁶. Cette approche plus conciliante se vit étouffée par les remous causés par les attaques des Coréens du Nord, pour être ensuite littéralement anéantie, sinon condamnée, par l'hystérie anticommuniste qui atteint son paroxysme avec le « McCarthyisme » au début des années cinquante ⁷.

Alors que la doctrine Truman portait sur des problèmes concrets et tangibles en Europe et en Asie, en réponse à des entreprises russes, la doctrine Eisenhower de 1957 intensifiait l'aspect de croisade idéologique contre le communisme ⁸. Les États menacés par le communisme international qui voulaient de l'aide des États-Unis, pouvaient faire appel à la générosité américaine. La doctrine naissait de la crise au Moyen-Orient, mais elle eut des conséquences bien plus étendues sur l'engagement américain au Viêt-nam et sur la politique chinoise au cours de la fin des années cinquante ⁹.

Le président Kennedy avait évité d'énoncer des déclarations d'objectifs qui pourraient être intitulées des doctrines de politique étrangère. Cependant, ni les mots ni les actions de son administration n'indiquaient de changements notoires par rapport à l'orientation générale donnée à la politique étrangère par ses deux prédécesseurs. Kennedy n'effaça pas l'étiquette anticommuniste de la liste des objectifs ¹⁰. Il ne tenta pas non plus de dégager les États-Unis d'aucune région où ils étaient déjà engagés ou impliqués. Kennedy « appliqua les freins » aux Laos ¹¹ mais il intensifia l'engagement au Viêt-nam et souligna l'importance des intérêts américains en Europe et au Moyen-Orient. Comme devait amplement le

⁶ Dean ACHESON, *Present at the Creation*, Signet NAL, New York, 1969.

⁷ Richard M. FREELAND, *The Truman Doctrine and the Origins of McCarthyism*, Knoff, New York, 1972.

⁸ BARNET, pp. 138ss.

⁹ George McTURNAN KAHN et John W. LEWIS, *The United States in Vietnam*, Delta, New York, 1969, chapitres V-IX.

¹⁰ Arthur SCHLESINGER Jr., *The Thousand Days*, New York, 1965 ; Roger HILSMAN, *To Move a Nation*, Delta, New York, 1967 ; Theodore SORENSON, *Kennedy*, Harper, New York, 1965 ; Henry A. KISSINGER, *The Troubled Partnership*, Doubleday, New York, 1966.

¹¹ SCHLESINGER, pp. 157-194 ; HILSMAN, pp. 91-141.

souligner sa politique à l'égard de Cuba, l'ennemi demeurait le communisme, ouvertement soutenu par l'impérialisme russe ¹².

Tenant compte du programme révolutionnaire et communiste de Castro, Kennedy développa les fondements de son « Alliance pour le Progrès » en Amérique latine. Bien que les objectifs anticommunistes des administrations précédentes demeuraient inchangés, on assistait à une révision des méthodes pour parvenir à ces fins. Les hérauts de la « Nouvelle Frontière » comprenaient mieux que leurs prédécesseurs le besoin de changement social et de redistribution des richesses dans les pays sous-développés ¹³. Mais le programme connut d'innombrables contradictions et déboires, pour finalement discréditer l'idée de réforme sociale appuyée par les États-Unis ; cet échec s'inscrivait déjà dans les faits avant la mort de Kennedy ¹⁴. En définitive, les déclarations du temps de Kennedy réorientaient la politique étrangère américaine vers l'hémisphère occidental sans pour autant en réduire la composante anticommuniste. En outre, l'administration était parvenue à effectuer cette transformation sans altérer la stratégie mondiale des États-Unis et l'image de leadership qu'ils projetaient.

La doctrine Nixon contient-elle les mêmes éléments que celles de ses prédécesseurs ou a-t-elle changé l'orientation générale de la stratégie mondiale américaine ? Annoncée à Guam et dans le rapport présidentiel au Congrès en février 1970 ¹⁵, la doctrine Nixon est réputée pour son imprécision. D'autres éditions annuelles n'ont pas apporté plus de clarté sur la question. Elle confirme et renie tout en même temps ; la doctrine constitue une série de « oui-mais » : Les États-Unis respecteront leurs engagements — mais ne fourniront plus le cadre des politiques de leurs amis et alliés. À lire la doctrine Nixon, il est impossible de déterminer jusqu'à quel point les États-Unis soutiendront les politiques d'alliés ou d'amis dans le monde. La doctrine Nixon dit essentiellement ceci : Ne soyez sûrs de rien ; il se peut que oui — il se peut que non ! Tout dépend. Nous verrons. En attendant, vous pouvez toujours voir ce que *vous* pouvez faire vous-mêmes. Le message de M. Nixon ne renforce ni ne renie les objectifs des administrations précédentes en ce qui concerne l'aide apportée aux amis et alliés ou en ce qui concerne la lutte contre les mouvements appuyés par les communistes. On en voudra pour preuve la déclaration controversée sur T'ai-wan au printemps 1972 : les troupes américaines se retireront mais le gouvernement américain respectera ses engagements ¹⁶. La solution doit être politique. Les « Chines » devront s'arranger entre elles. Un seul aspect demeure indéniable : la doctrine

¹² HILSMAN, pp. 159-229 ; Robert F. KENNEDY, *Thirteen Days*, Signet NAL, New York, 1969 ; Roberta et Albert WOHLSTETTER, « Controlling the Risks in Cuba », *Adelphi Papers*, N° 17, IISS, Londres, 1965.

¹³ SCHLESINGER, pp. 157-194 ; John F. KENNEDY, *The Strategy for Peace*, A. Nevins (ed.), Harper, New York, 1960.

¹⁴ Lincoln GORDON, « Punta del Este Revisited », *Foreign Affairs*, juillet 1967, pp. 634-639 ; BROWN, pp. 213ss.

¹⁵ *Op. cit.*, p. 10ss.

¹⁶ Communiqués et commentaires sur le voyage en Chine : *Globe and Mail*, 28 février 1972 ; Earl C. RAVENAL, « Approaching China, Defending Taiwan », *Foreign Affairs*, octobre, 1971, pp. 45-55.

Nixon implique qu'à l'avenir, les objectifs extérieurs des États-Unis seront réalisés à un coût moindre que de nos jours. Ce que nous avons entendu de la doctrine Nixon jusqu'à maintenant depuis quatre ans est une préparation constante à un changement majeur, les problèmes internes recevant une attention plus soutenue et les priorités externes se précisant. C'est une politique de transition mais il n'est pas dit vers quoi.

* * *

En dépit de leur imprécision, les doctrines de cinq administrations américaines de l'après-guerre révèlent néanmoins certaines tendances de la stratégie américaine. Au premier plan, il faut mentionner la croisade contre le communisme. Tandis que sous Truman, cette lutte constituait un effort concret pour limiter l'expansion soviétique dans une région géographique délimitée, elle prit un caractère interne profondément idéologique qui devint de plus en plus difficile à contrôler pour les administrations. En 1965, l'intervention commandée par le président Johnson en République dominicaine¹⁷ était, en fait, davantage une réponse à long terme de la campagne « anti-rouge » de McCarthy au début des années cinquante qu'une réponse à une menace communiste externe. Il en allait de même de la politique Eisenhower-Dulles. Aucun dirigeant américain n'aurait osé courir le risque d'être taxé de « tolérance envers le communisme ». L'hystérie anticommuniste inspirée par McCarthy devint un élément interne essentiel de la politique mondiale des États-Unis, qui devait se perpétuer pendant plusieurs décennies. Le « fantôme » de Dean Acheson, le secrétaire d'État harcelé et politiquement détruit de Truman, qui avait tenté désespérément d'arrêter la mythomanie anticommuniste, a continuellement hanté les administrations américaines. Pour éviter de partager son sort, les dirigeants subséquents ont manifesté une grande prudence et surtout un grand conservatisme dès qu'il s'agissait du problème communiste. La nouvelle politique à l'égard de la Chine peut dès lors constituer un renouveau dans la philosophie anticommuniste des États-Unis : « chaque communisme » serait traité selon ses mérites ou selon sa forme nationale. Mais il peut tout aussi bien s'agir d'un calcul rationnel, pragmatique dans un effort global de réduction des engagements américains.

La prise de conscience croissante des problèmes de l'hémisphère occidental constitue une deuxième tendance qui, jusqu'à présent, ne s'est révélée que sporadiquement dans les doctrines de politique étrangère américaine depuis la guerre. La crise de Cuba a marqué la grande heure de l'administration Kennedy. L'intervention dominicaine a ravivé un principe des relations entre l'Amérique latine et les États-Unis, qui n'avait plus été affirmé depuis la politique de bon voisinage des années trente¹⁸. Il y a toutes les raisons de croire que peu importe le président qui sera élu à l'automne 1972, un de ses premiers actes consistera à prendre de nouvelles initiatives en Amérique latine. Les relations américano-canadiennes

¹⁷ Theodore DRAPER, « The Dominican Crisis : A Case Study in American Policy », *Commentary* 1965, pp. 33-62.

¹⁸ Bryce WOOD, *The Making of the Good Neighbor Policy*, New York, 1961, pp. 118-135.

prendront vraisemblablement une importance nouvelle¹⁹. Enfin, les problèmes internes seront de plus en plus privilégiés. Qu'on en veuille pour preuve l'attention dont a bénéficié la question des autobus scolaires au cours de la campagne électorale 1972. Les tendances centripètes de la politique américaine vers les problèmes domestiques et les régions avoisinantes se trouvent renforcées par l'atténuation de la mystique anticomuniste. Là encore, le simple fait des voyages présidentiels à Pékin et à Moscou l'indique bien. Les accords qui émergeront de ces rencontres confirmeront ces tendances.

Aujourd'hui, la lutte américaine contre le communisme n'est pas terminée. Elle demeure un chapitre inachevé dans les annales de la politique étrangère américaine. Mais il ne s'agit plus d'une croisade. Les pays, qui en dehors de l'hémisphère occidental préfèrent l'idéologie communiste, sont libres de l'adopter sans provoquer d'opposition de la part des États-Unis — si les Américains jugent que le coût d'une intervention, quelle qu'elle soit, est trop élevé pour eux. L'idéologie dépend des coûts. Cette attitude ou ce calcul s'appliquera vraisemblablement à l'Asie du Sud-Est, dans certaines parties de l'Extrême-Orient et peut-être même en Europe. Si la persuasion échoue, un gouvernement communiste peut bien être plus acceptable que les risques et les coûts d'une intervention. Au Moyen-Orient, là où prit naissance la doctrine Eisenhower, le communisme ne constitue plus le problème principal²⁰. Dans cette région, l'engagement américain est davantage fondé sur des considérations pratiques plutôt qu'idéologiques. Il peut en aller de même ailleurs. Dans l'état actuel des choses, au printemps 1972, l'hémisphère occidental demeure la seule région majeure du monde où les États-Unis pourraient activer et renforcer leur lutte contre ce que l'on appelait communément « le communisme mondial ».

II. LES CAPACITÉS

Alors que les doctrines reflètent une idéologie et des intentions, les capacités d'une nation indiquent les performances auxquelles on peut s'attendre de la part d'un pays dans certaines conditions. La position de leader dans le monde, que les États-Unis ont occupé pendant presque toute la période après la guerre se fondait dans une large mesure sur l'ensemble de ses capacités plutôt que sur son idéologie. Le dollar américain était le déterminant suprême de l'économie mondiale. Le pays avait bénéficié du monopole nucléaire au cours de la première décennie après la guerre ; ce monopole s'appuyait lui-même sur un potentiel militaire-industriel supérieur, qui avait été l'instrument de la victoire au cours des

¹⁹ Les deux visites, celle du premier ministre Trudeau à Washington, les 6 et 7 décembre 1971 et celle du président Nixon à Ottawa, les 14 et 15 avril 1972, n'ont peut-être pas résolu les problèmes, comme on se plaît à le dire, mais elles témoignent assurément d'un regain d'intérêt américain pour les problèmes du continent, qui fait pendant aux préoccupations moins constantes face aux questions d'outremer. Voir le *Globe and Mail* des 14 et 15 février 1972.

²⁰ J. C. HUREWITZ, *Middle East Politics : The Military Dimension*, Praeger, New York, 1969.

deux guerres mondiales²¹. Pour combien cette puissance économique et militaire des États-Unis compte-t-elle aujourd'hui ? Dans quelle mesure la politique américaine peut-elle être déterminée par l'impact de sa puissance ?

En termes absolus, les États-Unis disposent de plus de capacités militaires que jamais auparavant. Il n'empêche que le rapport des capacités américaines et soviétiques est beaucoup plus faible que voici dix ans²². Depuis la Seconde Guerre mondiale, les Soviétiques ont constamment affiché une supériorité en ce qui concerne les forces conventionnelles sur pied de guerre. Tout en préservant cette supériorité, l'Union soviétique a atteint la parité avec les États-Unis quant à certaines catégories d'armes stratégiques ; bien plus, dans de nombreux secteurs, elle semble déterminée à transformer cette parité en une supériorité.

Il est difficile d'évaluer les conséquences de l'égalisation du potentiel stratégique²³. Bien que quelques efforts énergiques aient été tentés pour prouver la force potentielle de l'Ouest²⁴, il semble que l'on commence à s'inquiéter sérieusement des SS 9 et des autres superarmes créées en Union soviétique. Mais il n'existe pas encore de mesure reconnue pour déterminer l'effet général des capacités stratégiques sur la puissance et l'influence d'un État. Le facteur essentiel est celui de la perception, c'est-à-dire ce que l'on en pense, plutôt que ce qu'il en est.

L'existence et la dimension des stocks nucléaires de même que des vecteurs attirent beaucoup l'attention. En dépit du traité de non-prolifération, on continue à faire soigneusement la distinction entre les puissances nucléaires et non nucléaires. Mais quelle est la signification en termes de puissance de la possession d'armes nucléaires plus nombreuses et plus perfectionnées ? Un homme qui place toute sa fortune en lingots d'or pour les enfermer ensuite dans un coffre de sécurité est-il réellement riche ? Ou bien ne devient-il riche qu'à partir du moment où il met son or en circulation et commence à s'en servir ? Certains pays sont-ils à ce point puissants qu'ils peuvent à la fois détenir une réserve de puissance colossale et des forces conventionnelles suffisantes, plus facilement utilisables pour réaliser leurs objectifs ? Pendant combien de temps les superpuissances pourront-elles encore ravir les gains politiques qui découlent de leurs stocks nucléaires sans devoir, à un moment ou à un autre, démontrer leur puissance, pour pouvoir transformer le potentiel militaire en gain politique ?

²¹ William KAUFMANN, *The McNamara Strategy*, Harper, New York, 1964 ; OSGOOD, *Entangling Alliance*.

²² *The Military Balance 1971-1972* (The International Institute of Strategic Studies), pp. 76-81. Voir aussi les numéros précédents.

²³ Il est extrêmement difficile d'établir des parallélismes sans une connaissance plus approfondie des implications des transformations dans les divers systèmes d'armements. Dans quelle mesure la supériorité des Américains pour les MIRV compense-t-elle les progrès soviétiques en matière de missiles intercontinentaux ? Quel effet le programme ULM aura-t-il sur la situation navale, et dans combien de temps ?

²⁴ Alain C. EUTHOVEN et K. Wayne SMITH, *How Much is Enough ?* Harper, New York, 1971. Frederick S. WYLE, « The United States and West European Security », *Survival*, janvier-février 1972, pp. 8-15.

Il existe évidemment deux niveaux principaux de capacités militaires : un niveau stratégique, et l'autre, que faute de meilleure expression, on peut qualifier de sous-stratégique. Au niveau stratégique de dissuasion, on passe son temps à compter les missiles à tête unique ou à têtes multiples. Il est bien entendu que tant du côté américain que du côté soviétique, on en est arrivé à un niveau de capacité de « sur-destruction » (*overkill*). Aussi le citoyen américain se demande-t-il pourquoi les multiplier ? Si l'on adopte la formulation classique de McNamara, l'Union soviétique agit irrationnellement en multipliant les innovations technologiques et en accroissant sa production de systèmes d'armements nouveaux et anciens. Sinon, qu'est-ce que les Russes espèrent gagner à ce jeu ?

Deux explications qui ne s'excluent pas nécessairement, viennent immédiatement à l'esprit. D'une part, les Russes (et les Chinois) n'écarteraient pas la possibilité d'utiliser des armes nucléaires au niveau sous-stratégique ; et, d'autre part, ils comptent sur les effets *psychologiques* et *politiques* de la supériorité aux niveaux aussi bien stratégique que sous-stratégique²⁵. L'accaparement de bénéfices politiques à partir d'une accumulation de moyens militaires dépend du degré de « crédibilité » de la menace. Si les peuples du monde, à partir des expériences du passé, en venaient à la conclusion que les armes nucléaires ne seraient jamais plus utilisées, les bénéfices politiques dérivés des stocks nucléaires accuseraient une baisse proportionnelle. En ce qui concerne la puissance nucléaire américaine, les États-Unis ont atteint cette étape. Tandis que l'Ouest continue à croire que les armes nucléaires ne seront pas utilisées, il a été démontré que les autres moyens dont il dispose pour influencer le cours des affaires mondiales, sont devenus insuffisants. Au Viêt-nam, comme en Corée, les Américains n'ont pas atteint leurs objectifs à l'aide des moyens qu'ils ont choisis. Cette insuffisance de puissance entraînera-t-elle des changements dans les attitudes américaines à l'égard de la puissance nucléaire ? Continueront-ils à essayer d'obtenir les meilleurs résultats possibles avec les autres moyens qu'ils ont — au risque de voir leur influence dans le monde décroître ?

L'Union soviétique fait face au même problème : comment peut-elle rendre « crédibles » ses réserves nucléaires et ses systèmes de missiles ? En valeur relative, les Russes ont sacrifié davantage que les Américains pour les édifier. Sont-ils prêts, eux aussi, à voir décroître les avantages politiques dérivés de cet investissement prodigieux ou bien, sont-ils à la recherche de moyens pour rendre politiquement « actifs » leurs stocks nucléaires, que jusqu'à maintenant les États-Unis n'ont pu encore découvrir ?

Les États-Unis et l'Union soviétique ont présenté deux modèles de stratégie mondiale par des moyens militaires. Le premier est le modèle américain de « modération calculée », assurant à l'ennemi des sanctuaires et des garanties, comme ce fut le cas au Viêt-nam et en Corée. L'autre modèle n'est pas encore entièrement développé ; c'est celui de l'invasion soviétique en Tchécoslovaquie en août 1968 et de la doctrine Brejnev. Quoique pas parfaitement comparables, ces cas illustrent le problème de la crédibilité du recours à la force. Les observateurs qui ont examiné d'année en année le déploiement et la performance des

²⁵ Zbigniew BRZEZINSKI, « Sufficiency for War or Peace », *Newsweek*, 26 avril, 1971, p. 45.

forces américaines doivent se demander quel modèle est le plus représentatif de la stratégie future des États-Unis. Les dirigeants américains fonderont-ils leurs politiques sur une abstention morale par rapport à un recours optimal et rationnel des moyens militaires — ou considéreront-ils la défaite au Viêt-nam comme une expérience coûteuse qui appelle un recours encore plus limité aux forces disponibles à l'avenir ? Les amis et alliés des États-Unis, qui pendant plus de deux décennies ont fondé leur survie sur la protection américaine, seront désireux de savoir lequel des deux modèles correspondra le plus à leurs situations respectives.

Pour résoudre la question de l'évolution ultérieure de la stratégie mondiale des États-Unis, il faudrait voir dans quelle mesure le modèle de comportement américain au Viêt-nam déterminera la forme de comportement d'autres puissances. Doit-on supposer que parce que les États-Unis n'ont pas voulu utiliser au Viêt-nam tout leur potentiel militaire et leurs arsenaux innombrables, que d'autres nations avec un potentiel similaire suivront l'exemple américain ? Une comparaison entre des superpuissances doit tenir compte du fait que la Russie et la Chine ont été et demeurent supérieures aux États-Unis en termes de forces conventionnelles. Leur niveau sous-stratégique est plus vaste. Ils peuvent aller beaucoup plus loin sans avoir recours à l'arme suprême. Mais s'ils doivent un jour atteindre cette étape ultime, peut-on prédire que les capacités nucléaires tactiques qu'édifient l'Union soviétique et la Chine seront aussi inutiles à leurs stratégies mondiales respectives que ce fut le cas pour le potentiel nucléaire tactique américain au Viêt-nam ?

On doit toujours se souvenir que les philosophies et les doctrines stratégiques, telles qu'on les connaît de nos jours, sont le produit de la pensée et d'idéologies occidentales qui n'ont pas nécessairement la même signification ou le même attrait pour d'autres puissances. Il semble peu probable que les principaux États qui disposent de capacités élevées de coercition voudront, à long terme, s'abstenir de les utiliser comme les Américains se sont refusés à le faire au Viêt-nam. Les restrictions internes varient d'un pays à l'autre. Les États-Unis, la Russie et la Chine diffèrent profondément, qu'il s'agisse de leur héritage culturel, de leurs structures ou de leur conception du monde. Il est plus que douteux que tous les trois appliquent le même modèle de comportement au cours de conflits internationaux. L'objectif principal des deux puissances orientales semble consister à maximiser l'utilité *politique* de leurs forces militaires, une entreprise que les États-Unis semblent incapables de réaliser — ou encore qu'ils ne désirent pas tenter. On peut supposer que l'Union soviétique et subséquemment la Chine utiliseront leurs capacités nucléaires et autres, de façon totalement différente de celle des États-Unis. Tous ces facteurs peuvent affecter profondément l'étendue et l'orientation de la politique mondiale des États-Unis. On peut imaginer un seuil à partir duquel les inhibitions morales des États-Unis à l'endroit d'un recours optimal sur une grande échelle de leurs capacités militaires deviennent incompatibles avec leur rôle de leader dans le monde. L'existence de capacités militaires est une condition préalable *sine qua non* pour la formulation de la stratégie mondiale de n'importe quel pays, mais leur utilisation — ou le refus de les utiliser — est encore plus importante. Jusqu'à maintenant, les opérations de la stratégie mondiale des États-Unis ont consisté à *ne pas* mettre leurs capa-

cités militaires au service d'une politique « crédible ». Cette attitude peut changer. Pour l'instant, nous ne disposons d'aucune technique valable pour prédire la façon dont les États-Unis entendent relier leurs capacités à leur stratégie mondiale future.

III. LA VOLONTÉ NATIONALE

Les capacités n'engendrent pas à elles seules le pouvoir. Comme de nombreux auteurs l'ont souligné auparavant, leur impact dépend de la volonté d'un pays de les utiliser. Cette volonté dépend à son tour de la force de ses dirigeants et de leur capacité de mobiliser la population pour des causes qui exigent des sacrifices dans deux aspects d'importance vitale pour chaque individu : la *propriété* et la *vie*. D'une façon très générale, l'histoire des nations montre que les peuples n'ont été prêts à sacrifier leur vie et leur propriété qu'à condition 1) d'assurer la survie de la nation ou encore 2) de maximiser la sécurité de la nation en élargissant ses frontières et en construisant des empires. Ces deux objectifs majeurs ont mobilisé les hommes au point de leur faire tolérer des sacrifices et des difficultés incroyables. Par contre, si nous commençons à examiner les motivations des Américains dans les guerres qu'ils ont menées au-delà de leurs frontières, nous ne découvrons aucun des deux objectifs mentionnés²⁶. Au cours de ce siècle, les États-Unis sont allés en guerre alors que leur survie nationale n'était pas véritablement en cause et qu'il n'était pas question d'accroître leur sécurité en bâtissant un empire²⁷. Et pourtant, les dirigeants américains ont bel et bien entraîné leur population dans deux guerres mondiales et un certain nombre de conflits mineurs, provoquant de fortes pertes humaines et matérielles.

Certains rejettent cette interprétation et prétendent au contraire que les deux guerres mondiales constituaient une lutte pour la survie de la nation américaine. À cet égard, ils invoquent les déclarations des présidents Théodore Roosevelt, Woodrow Wilson et F. D. Roosevelt qui s'inquiétaient d'une invasion allemande. Une victoire allemande ou japonaise aurait menacé l'existence même de la nation américaine²⁸. D'autres ont soutenu que la participation américaine à toutes les

²⁶ Voir note 28.

²⁷ L'ouvrage de Robert E. OSGOOD, *Ideals and Self-Interest in America's Foreign Policy*, University of Chicago Press, 1953, demeure peut-être, vingt ans après, la meilleure analyse des attitudes et des tendances à long terme de la politique étrangère américaine. Voir aussi son ouvrage *America and the World*, pp. 1-24.

²⁸ On peut trouver une discussion approfondie de cette hypothèse dans *Ideals and Self-Interest* de Osgood. Theodore Roosevelt déclarait en 1917 que « si l'Allemagne conquerrait la France et l'Angleterre, nous serions la prochaine victime... » (p. 143). Il semblerait qu'il s'agissait là d'une opinion personnelle et non d'un point de vue officiel de la politique américaine. Vers la même époque, le président Wilson déclarait la guerre à l'Allemagne pour protéger la démocratie dans le monde. « Il ne songeait nullement à la menace qu'une victoire allemande représenterait pour la sécurité américaine » (p. 191). On a souvent cité le fameux discours de « quarantaine » prononcé par Franklin D. Roosevelt, en octobre 1937, pour prouver sa crainte d'une invasion des États-Unis (p. 413). Cependant, l'accord n'est pas unanime à cet égard. Osgood estime que Roosevelt lui-même « comprenait la nature de la menace fasciste pour la sécurité américaine » et que le discours de « quaran-

guerres, petites et grandes, était l'expression même de l'impérialisme américain²⁹. Chacune de ces hypothèses contient sans doute une part de vérité ; elles continueront vraisemblablement à alimenter d'interminables débats sur la politique étrangère américaine. Mais il n'en demeure pas moins que dans aucune de ces situations de guerre, le peuple américain ne s'est senti en lutte pour la survie des États-Unis ou pour l'édification d'un empire.

Les dirigeants américains, Wilson, Roosevelt, Truman et Johnson, qui ont chacun à leur tour mené leur pays à la guerre, n'ont pas vraiment tenté de persuader les Américains qu'ils luttaient pour l'un ou l'autre des buts de guerre traditionnels au nom desquels la plupart des autres pays ont guerroyé si souvent. Demander au peuple américain en 1917, en 1940-41, en 1950 et en 1965 de combattre pour sa survie nationale eût paru incroyable. Les dirigeants américains ont également évité d'invoquer des motivations impériales qu'ils auraient pu tenter de justifier en évoquant les nécessités de la sécurité nationale par l'incorporation ou le contrôle d'opposants éventuels. Le cas américain est donc très particulier. La plupart des autres grandes nations ont eu recours à la mythologie impériale. Les Allemands ont combattu en 1914 pour « une place au soleil » et pour la *Gross-Deutschland* de Hitler en 1940. Les Japonais ont fait de même. Les Britanniques comme les Français l'ont invoquée en leur temps. Les Russes, du temps des tsars comme depuis la Révolution, ont utilisé les deux arguments : survie et empire. Pourquoi les Américains n'ont-ils pas profité de ces ressources psychologiques toutes puissantes et amené la population à combattre soit pour l'objectif minimum de la survie, soit pour le degré suprême de la sécurité nationale par le contrôle sur d'autres pays ?

La réponse peut paraître évidente. La nation américaine doit son origine à la théorie anticoloniale. Le fondement idéologique de sa naissance réside dans la lutte du peuple américain contre l'exploitation extérieure, l'oppression et l'impérialisme. Il était impossible de demander à l'Américain moyen à qui l'immoralité de l'impérialisme avait été inculquée depuis sa plus tendre enfance, de risquer sa vie pour bâtir un empire américain. Au contraire, les dirigeants américains ont demandé à leur peuple de combattre pour des principes abstraits. Les guerres auxquelles les États-Unis ont participé ont toutes pris l'allure de croisades plutôt que de luttes pour la défense nationale. La guerre hispano-américaine constitua la première croisade ; Wilson perfectionna le genre et F. D. Roosevelt, Truman, Johnson firent de ce principe une véritable institution. Il se peut, cependant, que les « My Lai » d'hier et les frustrations du Viêt-nam aient mis un terme à cet esprit. De nombreux Américains en viennent à penser que les sacri-

taine » en était la preuve manifeste (p. 412). Mais rien ne prouve que l'opinion publique américaine ait compris ce message de la sorte. Voir aussi Walter LIPPMAN, *U. S. Foreign Policy*, New York, 1943.

²⁹ La plupart des révisionnistes découvrent des traits particulièrement impérialistes dans la politique étrangère américaine et les condamnent. Voir par exemple, William A. WILLIAMS, *The Tragedy of American Diplomacy*, Delta, New York, 1962 ; David HOROWITZ, *From Yalta to Vietnam*, Penguin Harmondsworth, U.K., 1967. Parmi ceux qui recommandent un « dessin impérial » pour l'avenir, il faut citer George LISKA, *op. cit.*, pp. 23-35 et 108-113.

fices qu'on leur demandait d'accepter pour d'autres n'étaient que de grandioses illusions. Les « croisades » n'étaient que des mirages, avec quelques rares instants de vraisemblance. Au fur et à mesure du déroulement de la guerre au Viêt-nam, le peuple américain parvenait de moins en moins à faire le lien entre les « ismes » au nom desquels (ou contre lesquels) on leur demandait de combattre et les pertes physiques et morales qu'il devait endurer.

On entend parfois des gens expliquer le dilemme américain de l'heure, aussi bien celui de leur politique étrangère que de leur politique intérieure, par la défaite au Viêt-nam. Si les Vietnamiens du Nord et leurs défenseurs avaient pu être défaits par les forces américaines, comme le furent les Japonais en 1945, dit-on, l'attitude des États-Unis à l'égard de leur rôle de policier et de leader du monde aurait été différente. Les Américains ont échoué, aussi ont-ils perdu la foi en leur objectif et en leur rôle. Mais les défaites n'anéantissent pas nécessairement la volonté nationale. Au contraire, on peut donner de nombreux exemples comme ceux de la Grande-Bretagne et de la Russie, pour montrer que les défaites ont l'effet opposé³⁰. L'ampleur des défaites a déjà galvanisé la volonté nationale, entraînant de nouveaux sacrifices et, finalement, la victoire.

Ainsi les Américains ont traditionnellement mené campagne au nom de valeurs abstraites qui ne permettaient pas d'établir une relation assez précise entre les objectifs nationaux et les sacrifices endurés. Pourquoi les Américains ne se sont-ils pas rendu compte plus tôt des illusions d'une lutte pour des « ismes » ? Pourquoi leur a-t-il fallu soixante-dix ans et l'agonie du Viêt-nam pour en prendre conscience ? À cet égard, la théorie de la défaite trouve sans doute son application. Tant que l'on gagne, il ne sert à rien de se demander pourquoi l'on a combattu. La victoire est une récompense en elle-même. Le succès ne demande pas d'explication. La question « l'enjeu en valait-il la chandelle » ne se pose qu'après une défaite. Si cette théorie a quelque peu de vraisemblance, les Américains sont probablement à la veille de se demander si n'importe quel combat outremer en vaut la peine.

On aurait tort de croire cependant que les États-Unis sont devenus défaitistes. Le peuple américain a des ressources pratiquement volcaniques en ce qui a trait à l'application potentielle de leur énergie et de leurs forces. La régénération n'est pas seulement possible ; elle est probable. Mais quand ? Pour l'instant, le peuple américain semble empêtré entre les valeurs personnelles et nationales, d'une part, et les fragments de la mission morale de l'Amérique, de l'autre. Les Américains ont toujours eu tendance à justifier leur position de leader dans le monde au nom de leur supériorité morale plutôt qu'au nom de leur puissance militaire et économique. Les fondements moraux ont constitué la condition *sine qua non* de leur mandat. Comme la guerre du Viêt-nam, accompagnée de désillusions et de soulèvement internes, a détruit la perspective morale, les Américains en viennent à considérer qu'ils ont épousé une cause hasardeuse. Il leur paraît impensable d'assumer un leadership pour le pouvoir lui-même. Dès que certains aspects de leur politique leur sont apparus immoraux, les Américains ont perdu confiance en eux-mêmes.

³⁰ On songe ici aux discours fracassants de Churchill en 1940-1941 et à l'opiniâtreté de Staline, de 1941 à 1943.

À cet égard, il faut se souvenir de l'endroit où ces doutes ont pris naissance. Ce sont les Américains eux-mêmes, menés par une horde impressionnante de sénateurs et de représentants, qui en sont venus à la conclusion que l'Amérique était sens dessus dessous, qu'elle avait épousé une mauvaise cause et surtout que son droit au leadership avait subi des torts irréparables. En poussant ce raisonnement plus loin, on en vient à affirmer que les peuples et les pays qui avaient poussé les États-Unis dans cette impasse ne méritent pas le leadership américain, et qu'ils feraient mieux de commencer à se débrouiller tout seuls.

Cette esquisse rapide peut expliquer en partie l'étonnante bonne volonté que de nombreux Américains ont témoignée en acceptant l'image plus « effacée » (*low profile*) de l'Amérique, introduite par l'administration Nixon. Mais quelles sont les normes qui justifient cette image effacée ? Était-il vraiment nécessaire de prendre cette attitude ? Dans l'univers machiavélique de la politique internationale, les tâches immorales qui souillent la politique vietnamienne des États-Unis ne sont certes pas si noires quand on les compare aux monstruosité qui ont obscurci l'histoire des Allemands, des Russes, des Français et des Britanniques — pratiquement de tous les pays qui ont disposé d'un certain potentiel et d'une certaine influence sur d'autres. Quand on considère qu'ils ont pu survivre aux flétrissures de leurs armures, les Américains devraient pouvoir en faire autant. Et pourtant les Américains semblent incapables de se débarrasser d'un sentiment de culpabilité collective qui affecte non seulement leurs capacités mais aussi *leur volonté* d'assumer un rôle réel et actif de leader dans le monde.

* * *

Nous avons tenté d'expliquer en partie la situation des États-Unis par le caractère unique de la tradition, des idéaux et des perceptions des Américains. Mais on peut aussi constater un certain dualisme dans la conception américaine de la sécurité nationale. Il faut en effet tenir compte de la sécurité des avant-postes américains à l'étranger, en Europe, en Asie et ailleurs dans l'hémisphère occidental, d'une part, et de la sécurité des foyers, des institutions, des rues, des magasins, des terrains de jeux et des communautés locales des Américains, de l'autre.

Pour la plupart des Européens et des Asiatiques, la sécurité extérieure était synonyme de sécurité interne. Les deux dimensions de la sécurité constituaient une seule et même perspective. Si les positions défensives à l'étranger s'écroulaient, le jour suivant, les foyers se trouvaient menacés à leur tour. Chaque bataille, même aux confins du monde, pouvait être le signe précurseur d'une lutte pour la survie nationale.

Les Américains n'ont pas encore atteint ce point. La sécurité outremer a toujours signifié quelque chose de différent que la sécurité à l'intérieur des frontières nationales. Comme les États-Unis n'ont jamais eu à faire face au cours de ce siècle à une invasion dans leur hémisphère, les Américains n'ont jamais identifié la survie nationale à la protection de bases outremer. Rien ne justifiait la création d'un empire pour assurer la sécurité nationale. Les engagements américains en Europe et ailleurs, loin de correspondre à des ambitions impériales, constituaient

aux yeux des États-Unis des mesures temporaires. Cette conception vaut tout aussi bien pour les opérations américaines après la guerre qu'au cours de cette dernière. La doctrine Truman, le plan Marshall, et l'OTAN avec ses contingents américains, de même que les programmes d'assistance n'étaient, pour les États-Unis, que des palliatifs pour permettre à certains pays de remettre de l'ordre chez eux. Une telle conception à court terme a également présidé aux politiques américaines en Extrême-Orient et en Asie du Sud-Est après la guerre. Une série ininterrompue de problèmes ont sans cesse retardé le retrait américain sans que l'orientation générale en soit affectée.

Pour comprendre la formation de la volonté nationale américaine face aux engagements des États-Unis outremer, il faut se rappeler que les Américains ont fondé leurs actions en dehors de leur hémisphère sur des principes messianiques plutôt que sur la nécessité d'assurer leur intégrité territoriale ou sur l'ambition de créer un empire. Les problèmes actuels de la stratégie mondiale des États-Unis semblent naître de la nature des objectifs « missionnaires ». Ces objectifs que certains pourraient appeler « d'abnégation » sont plus difficiles à soutenir sur une longue période que des objectifs de préservation ou même d'extension. La lutte contre le communisme qui anima la politique américaine tout au cours des années cinquante et soixante, puisait ses forces dans la conviction américaine d'une supériorité incontestable des vertus de la société, des institutions et du mode de vie américains. Il n'est plus possible de nos jours de soutenir cette thèse de supériorité morale sans de sérieuses réserves. Manifestement, les valeurs fondamentales de la société américaine sont remises en question par les citoyens américains eux-mêmes. La croisade idéologique a perdu de sa vigueur. De nos jours, les allusions mythomanes au « communisme » ont un accent du passé. Mais alors, qu'y a-t-il derrière la politique américaine ? S'il ne s'agit pas d'une lutte pour la survie américaine, d'un dessein impérial pour un système extensif de sécurité, s'il ne s'agit même plus d'un message idéologique au nom duquel il faut se battre et même mourir, quelles peuvent être les motivations qui donneraient un sens à une stratégie mondiale pour l'Américain moyen à qui on demande de soutenir moralement et financièrement la politique des États-Unis ?

Un ensemble de circonstances ont donné un mouvement centripète à la stratégie mondiale des États-Unis. Cette tendance apparaît clairement dans l'énoncé des doctrines de politique étrangère alors qu'elles portent de plus en plus l'accent sur le continent nord-américain, sur les problèmes internes et sur l'hémisphère occidental. La recherche d'une entente avec les deux grandes puissances communistes reflète la tendance des États-Unis à réduire des engagements à l'étranger, tout comme la façon dont l'administration procède. Si l'administration Nixon avait décidé de renverser la politique « plus effacée » originelle pour reprendre en charge le leadership du monde, elle aurait évité de s'aliéner le Japon lors de sa « réconciliation » avec la Chine. Elle aurait davantage prêté l'oreille aux récriminations du sous-continent indien. L'opinion publique américaine a généralement accepté ces mesures parce qu'elles révélaient une volonté de retrait plutôt que d'expansion ; elles constituaient des façons de réduire des engagements et de rendre à la politique des proportions « normales ».

Les tendances centripètes actuelles de la politique étrangère américaine ne correspondent nullement à un retour à l'isolationnisme dans le sens où l'on l'entendait au XIX^e siècle. Les États-Unis ne sont pas aujourd'hui en situation d'isolation, mais plutôt dans un état de « désolation » devant l'absence de soutien de la part de leur population de même que de leurs alliés et amis traditionnels. Les États-Unis sont un leader consacré dans le monde. Les Américains ont toutes les raisons du monde de ne pas abandonner leur rôle de leader. Toute l'Amérique est orientée vers les activités mondiales, qu'elles soient d'ordre technologique, économique ou « communicationnelle ». Les voyages entre San Francisco, Paris, Tokyo, Delhi et New York font partie de la vie quotidienne américaine. Les entreprises américaines ont des filiales dans presque tous les coins du monde. Mais l'Amérique officielle est lasse des critiques, des remontrances des peuples qui, quelques années auparavant seulement, ont été sauvés de la misère, de la destruction et du désespoir par ces mêmes Américains. Les États-Unis acceptent l'engagement global mais refusent le coût de la responsabilité du leadership mondial. Ils devront résoudre cette dichotomie. Certes, les États-Unis ne pensent même pas à abdiquer de leur rôle de leader dans le monde mais ils éprouvent néanmoins la fatigue des Grands.

Mais si les politiques d'hier et d'aujourd'hui demandent un effort excessif, jusqu'à quel point peut-on le limiter ? S'il faut battre en retraite par rapport à, jusqu'à quel point peut-on le limiter ? S'il faut battre en retraite par rapport aux positions antérieures, quelles sont les lignes de front que les États-Unis entendent maintenir ? ... sur quels fondements idéologiques ? La posture effacée risque-t-elle de devenir permanente ? Les réponses à ces questions concernant l'orientation de la politique mondiale des États-Unis détermineront en grande partie l'avenir de leurs alliés et amis comme celui de l'Amérique elle-même.

La doctrine Nixon est le signe d'un changement des priorités, d'une transition. La prochaine doctrine, que ce soit Nixon ou un autre qui l'énonce, devra définir plus clairement l'orientation ultime de la politique étrangère américaine. Si l'on en juge d'après les capacités actuelles et prévisibles, les États-Unis se dirigent vers un rétrécissement de leur sphère d'influence, accompagné d'un renforcement des priorités internes. Sur le plan idéologique, une doctrine ne doit pas nécessairement s'opposer à quelque chose. Pourquoi n'affirmerait-elle pas simplement la valeur de certains principes que les Américains considèrent vitaux pour le type de monde dans lequel ils désirent vivre ? Mais existe-t-il un quelconque degré d'unanimité nationale sur de tels principes ? L'élément déterminant n'est ni la capacité, ni la doctrine d'un pays mais la *volonté nationale*. Elle seule peut supporter le coût, la critique, la solitude, qui sont le prix à payer pour un leadership efficace. Ces questions vitales exigent des réponses précises, que même l'élection de 1972 risque de ne pas apporter.

Traduit de l'anglais par
Ferry de Kerckhove,
(Science politique,
Université Laval)